



SECTION



ALLIER

Monsieur le Directeur, vous nous réunissez ce jour pour un CHSCT concernant la gestion de l'épidémie de COVID 19 à la DDFiP de l'Allier.

Tout d'abord nous tenons à dénoncer la manière dont la crise a été gérée par notre gouvernement. Dès janvier, nos ministres se relayaient afin de nous expliquer que cette gripette n'avait aucune chance d'arriver chez nous alors qu'un pays comme la chine (qui n'est pas vraiment réputé pour la garantie des droits de l'homme) a immédiatement mis en confinement total l'équivalent de la population française.

Notre gouvernement n'a pris aucune mesure préventive en achetant ni masques ni gants ni produits désinfectants... Comme le disait déjà Adolphe Thiers au 19ème siècle : « gouverner c'est prévoir »

Pour le coup, nous pouvons affirmer que nos gouvernants n'ont rien prévu !

Ils ont essayé de gérer les pénuries durant toute cette crise... Pénurie de personnels, de matériels etc. Cela fait des années que Force Ouvrière appelle les gouvernements successifs à donner des moyens aux services publics en général qui permettent d'amortir les crises successives qui nous frappent, qu'elles soient économiques ou sanitaires !

Depuis le début de la crise, le Président a fait des discours pour louer le sens du service public des fonctionnaires... tout en faisant passer des lois qui permettent toujours plus de nous détruire. Comment qualifier les ordonnances Dussopt qui retire des ARTT et des congés aux agents étant en autorisation spéciale d'absence pour garde d'enfants, raisons de santé ou parce que leurs missions ne sont pas réputées prioritaires ? Ceci est proprement scandaleux et Force Ouvrière exige le retrait immédiat de cette ordonnance.

Comment expliquer que ce gouvernement décide la réouverture des classes le 11 mai en envoyant les plus jeunes enfants en classe avec le risque de propagation du virus qui demeure autrement qu'un moyen de « libérer » les parents car il est grand temps de retourner au travail ! La quasi totalité des pays a décidé de laisser les écoles fermées jusqu'en septembre mais pas nous ! Il faut garantir des revenus aux actionnaires ! Peu importe les conséquences... Ces actionnaires, qui nous expliquaient que le fait d'avoir des dividendes importants était la conséquence des risques qu'ils prenaient, nous disent à présent qu'il leur faut l'aide de l'état pour s'en sortir... dans ce cas expliquez nous où est le risque ???

Revenons en à la DGFIP. Pour FO Finances, nous demandons que toutes les mesures possibles de sécurité soient prises afin de garantir la santé des agents à tout prix. Fournitures de masques et de gants, de gel hydroalcoolique, de lingettes désinfectantes. Nous demandons qu'un minimum d'agents soient présents sur les sites afin de limiter au

maximum leur exposition au virus. L'accueil des usagers devra être limité au strict nécessaire. Nous demandons aussi que les agents qui ont des enfants en bas âge puissent continuer de bénéficier d'ASA exceptionnelles jusqu'à la fin de l'année scolaire. Le retour à l'école est sur la base de la volonté des parents, il est donc hors de question d'obliger les parents à mettre leurs enfants en danger en les obligeant à retourner en classe car l'administration refuse leur ASA garde d'enfants !

En ce qui concerne la reconnaissance des agents ayant travaillé en présentiel ou en télétravail, Force Ouvrière exige l'attribution automatique de la prime de 1000€ à chacun d'eux. Cette prime n'est pas la panacée et nous demandons aussi une revalorisation immédiate du point d'indice d'au moins 15 % afin de rattraper les trop longues années du gel de ce dernier.